

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

NATURE DU MARCHÉ: Marché public de services : prestations intellectuelles

POUVOIR ADJUDICATEUR :

Nom et adresse de l'organisme acheteur :

Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Martinique

Adresse : Pointe de Jaham BP7212

Code postal : 97274 Ville : Schoelcher Cédex

Téléphone : 0596 59 57 00

Adresse du profil d'acheteur : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

OBJET DU MARCHÉ :

Cartographie des zones inondées potentielles sur le bassin versant de la Rivière les Coulisses / Rivière Salée - Communes du Saint-Esprit et de Rivière-Salée - MARTINIQUE

Type de marché de services : prestations intellectuelles

Classification CPV

Objet principal : 71300000-1

Objet complémentaire : 71313000-5

Objet complémentaire : 71354000-4

Objet complémentaire : 71335000-5

Objet complémentaire : 71354100-5

Lieu d'exécution :

Le bassin versant de la rivière Les Coulisses, pour les stations hydrométriques de la DEAL :

- Les Coulisses à Rivière-Salée [Petit-Bourg]

- La Ravine de la Laugier à Rivière-Salée [Laugier]

sur les communes du Saint-Esprit et de Rivière-Salée, MARTINIQUE

CARACTERISTIQUES PRINCIPALES :

Cartographie des zones inondées potentielles sur le bassin versant de la Rivière les Coulisses / Rivière Salée - Communes du Saint-Esprit et de Rivière-Salée

Nature et étendue des prestations :

- proposition d'un outil utile de préparation à la gestion de crise afin d'anticiper les enjeux potentiellement inondables

- travail de recherche et d'exploitation des données

- travail d'investigations terrain

- travail de modélisation hydraulique

- réalisation d'un atlas de jeu de cartes de zones inondées potentielles, avec différentes classes de hauteur d'eau, par rapport à deux stations hydrométriques données, pour différents scénarios [hauteurs d'eau / débits d'entrée], sur le bassin versant de la Rivière les Coulisses – Martinique, avec proposition éventuelle d'autres scénarios et cartes de ZIP pour des stations supplémentaires

- proposition de localisation de futures stations hydrométriques sur le bassin versant pour préciser la connaissance

- production d'un rapport d'accompagnement

Le rapport et l'atlas seront remis en quatre exemplaires papier, ainsi que sous clé USB.

Le détail attendu figure dans le CCTP.

Acceptation des variantes : Oui

Prestations divisées en lots : Non

CONDITIONS RELATIVES AU MARCHE :

Durée d'exécution du marché : A titre indicatif 6 mois à compter de la date de notification du marché.

Forme juridique : Le marché sera conclu :

- *soit avec un prestataire unique*
- *soit avec des prestataires groupés solidaires*
- *soit avec des prestataires groupés conjoints*

CONDITIONS DE PARTICIPATION :

Situation juridique - références requises :

- * Les documents et renseignements mentionnés à l'article 48 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, à cet effet le candidat pourra utiliser les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables sur le site <http://www.economie.gouv.fr> (DAJ / Formulaires - Marchés publics) ;
- * La forme juridique du candidat ;
- * En cas de groupement, sa nature et le nom du mandataire ;
- * Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché
- * Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues à l'article 45 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 seront exclus;
- * Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues à l'article 48 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 pourront être exclus.

Capacité économique et financière - références requises :

- * Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;
 - * Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels par attestation conforme à l'arrêté du 5 janvier 2016 ;
 - * Des bilans ou extraits de bilans, concernant les 3 dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi ;
- Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur.

Référence professionnelle et capacité technique - références requises :

A - Expérience :

La présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des 3 dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Cette présentation pourra être accompagnée d'attestations de l'acheteur.

B - Capacités professionnelles :

- * L'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché ;
- La preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

C - Capacités techniques :

- * Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 3 dernières années ;
- * Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché public ;
- * Une description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise ;

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités des opérateurs économiques pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ceux-ci.

Référence professionnelle et capacité technique - niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) :

CRITERES D'ATTRIBUTION :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le règlement de consultation avec leur pondération.

PROCEDURES :

Type de procédure : procédure adaptée

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier les offres initiales

Date limite de réception des offres : vendredi 17 août 2018 à 12h (heure de Martinique)

Délai de validité des offres : 120 jours à compter de la date limite de réception des offres

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES :

Numéro de référence attribué au marché : 2018-972-181-001

Les candidats devront faire parvenir au plus tard 5 jours avant la date limite de remise des offres, une demande de préférence via le profil acheteur ou à défaut une demande écrite à :

Pour les renseignements d'ordre administratif :

Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Martinique

Unité Commande Publique

Contact : marches.a-ccm.sg.dde-martinique@developpement-durable.gouv.fr

Pour les renseignements d'ordre technique :

Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Martinique

Contact : Séverine François – chargée de mission risques inondations

severine.francois@developpement-durable.gouv.fr

Contact : Pascal Marras – chef de la Cellule de Veille Hydrologique

pascal.marras@developpement-durable.gouv.fr

Conditions d'obtention du dossier de consultation :

- Site PLACE : www.marches-publics.gouv.fr - Numéro de référence attribué au marché : 2018-972-181-001
- Site Internet de la DEAL Martinique <http://www.martinique.developpement-durable.gouv.fr> (dossier référencé 2018-972-181-001)

Conditions de remise des offres :

- Le représentant du pouvoir adjudicateur retient la transmission par voie électronique.

PROCEDURES DE RECOURS :

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Nom de l'organisme : Tribunal Administratif de Martinique

Adresse : 12 rue du Citronnier – Plateau Fofò CS 17103

Code postal : 97271 Ville : SCHOELCHER CEDEX

Téléphone : 05 96 71 66 67 Télécopieur : 05 96 63 10 08

Courriel : greffe.ta-fort-de-france@juradm.fr

DATE DE MISE EN LIGNE DU PRESENT AVIS : 17 juillet 2018"